

LE DOUBLE EXIL DE SAÏD ABTOUT



HÉLÈNE DU MAZAUBRUN (*)

REVUE "HOMMES ET MIGRATIONS" N°1295

Article scané du N°1295, janvier-février 2012 :

**“Algérie - France :
une communauté de destin”**

Rubrique : Collections

Loin d'être à sens unique, le parcours de vie d'un migrant s'inscrit plutôt dans un entre-deux problématique. C'est ce dont témoigne Saïd Abtout, immigré algérien, militant syndical et politique chevronné. Entre l'Algérie qu'il a quittée dès l'après-guerre et la France où il entame sa carrière professionnelle et ses activités militantes, Saïd Abtout va tenter des allers-retours qui s'avéreront difficiles.

Lorsque le projet du Musée national de l'immigration voit le jour, les membres de la société civile sont sollicités en vue de contribuer à écrire une histoire commune. Afin de valoriser cette démarche participative, une “galerie des dons” [1] est créée.

Depuis son inauguration, elle expose quelques objets ayant appartenu à Saïd Abtout. Quelle fut la motivation de cet homme qui traversa et participa aux grandes étapes de l'histoire de France et de l'Algérie ?

Quelques temps auparavant un certain Marius Apostolo, immigré d'origine grecque, camarade du Parti communiste français (PCF), y avait déposé des objets.

Leur vision de la France, où les idéaux sociaux pouvaient prendre racine les avait réunis. terreau commun d'un combat politique et syndicaliste, la France, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, révisait en effet ses droits sociaux et civiques, en particulier le droit de vote et l'évolution du statut d'indigène français d'Algérie en Français musulman d'Algérie.

Saïd Abtout est né en janvier 1930 dans un petit village près d'Alger.

Lorsque la Seconde Guerre mondiale éclate, son frère est mobilisé. Comme beaucoup d'autres appelés à servir en France comme soldats ou ouvriers, il fait partie des 240 000 Algériens qui partiront pendant cette période et qui feront la découverte de la société industrielle.

La plupart resteront au lendemain de la guerre, non désireux de retourner en Algérie française qui connaît des troubles importants. En 1945, les émeutes de Sétif sont réprimées dans le sang. Saïd est alors un jeune adolescent, devenu berger pour se substituer au travail de son frère, abandonnant très tôt sa scolarité, bien que premier prix de son école. Pour lui « *le système mis en place en Algérie n'est plus tenable* » ; [2] il rêve d'une autre Algérie.

Dès ses 15 ans, il adhère aux jeunes du PPA (Parti du peuple algérien).

C'est donc dès son plus jeune âge que Saïd s'engage en politique, tandis que les autres jeunes garçons pensent davantage à poursuivre leurs activités au village. A cette époque, il connaît mal la France, mais son frère y est resté. Il sait qu'il doit fuir le régime colonial et la misère du bled pour rester fidèle à ses idéaux. Saïd décide donc de quitter son habit de berger pour tenter l'aventure au-delà de la Méditerranée. En 1948, il part « *laissant le beau soleil d'Algérie derrière lui...* »

Les débuts de l'engagement militant

« Je débarquais du train, première surprise : tout est noir, le brouillard, le froid... quelle tristesse et quelle mélancolie. » [3] Saïd rejoint son frère à Paris. Après six mois de chômage, il se fait embaucher dans une usine de détergent à Issy-les-Moulineaux.

Rapidement il adhère au MTLD (Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques) et rejoint les luttes des ouvriers. Il concevra son militantisme tant sur les questions politiques que sociales, s'engageant conjointement pour l'amélioration des conditions de travail en France comme en Algérie, les réunissant dans un combat commun. [4] Les conditions d'hygiène et de sécurité sont alors déplorables dans la France d'après-guerre. Sa première action revendicative est menée contre le patron de l'hôtel dans lequel il habite. À l'issue d'un procès, ce dernier sera tenu d'apporter des améliorations sanitaires dans son établissement.

Au même moment, Saïd attrape à l'usine une infection pulmonaire et sera hospitalisé pendant un an, sans l'aide d'une protection sociale. Au sortir de sa convalescence, retrouvant du travail dans une tannerie à Bagneux, il se syndique à la CGT (Confédération générale du travail). Très vite, il devient secrétaire de section et déclenche des actions pour améliorer les conditions de travail. Saïd Abtout va ainsi gravir les échelons politiques et syndicaux, devenant une personnalité de poids dans l'ombre et dans la clandestinité de ses activités.

Licencié à cause de son militantisme, il est ensuite recruté par la mairie de Bagneux comme employé municipal. Tandis qu'il s'engage dans le milieu associatif, culturel et sportif, ses actions syndicales se poursuivent dans la discrétion.

Tous les dimanches, par exemple, il distribue le journal du MTLD.

Autodidacte, il suit les cours du soir d'économie politique et de philosophie, occasion pour lui de débattre avec les ouvriers et les étudiants.

Adhérent au PCF, il intègre l'école centrale du parti et s'engage dans la diffusion des journaux, *L'Humanité Dimanche* et *La Vie ouvrière*, et en tant que membre de la commission fédérale chargée de l'émigration Sud - Sud.

Dans le même temps, il participe de plus en plus activement au comité de rédaction du journal *L'Algérien en France*. Ses activités journalistiques et le poste important qu'il occupe pour ce parti l'amènent à rencontrer d'éminentes personnalités en particulier Marcel Cachin [5] et Gaston Monmousseau [6].

Français musulman d'Algérie, berger de son premier métier, Saïd a pourtant réussi à accéder à un poste à responsabilités au sein du PCF. Le parti est à cette époque une antenne de contre-pouvoir d'envergure.

Malgré son ascension fulgurante en France dans le milieu syndical et politique, Saïd commence à rêver du retour en Algérie.

Il prend conscience du pouvoir d'action qu'il mène à son niveau et envisage de le mettre en œuvre pour qu'existe cette « autre Algérie » à laquelle il aspire.

Enfin en 1956, au moment où la guerre d'Algérie s'installe, il participe à la création de la Fédération de France du PCA (Parti communiste algérien).

Il est de ceux qui agiront « concrètement » pour l'indépendance.

Un acteur et un témoin de l'histoire

À la mort de son père en 1968, en pleine guerre d'Algérie, Saïd Abtout retourne à Mizrana, son village natal, porté par son désir de voir naître une « Algérie sociale ».

Pour arriver à dessein, il milite dans les rangs du FLN (Front de libération nationale).

Dans le maquis, Saïd a beaucoup de chance car les accords entre le PCA et le FLN sur l'autonomie politique de ce dernier ne seront pas toujours respectés [7]. Menacé de toute part, tant par l'armée française qui a arrêté son frère et que par le FLN qui voit d'un mauvais œil son adhésion au communisme,



il regagne son poste à la mairie de Bagneux, après son année de mise en disponibilité. Gardant un pied dans les actions militantes, il est appelé à manifester à la date du 17 octobre 1961. Le FLN avait organisé une manifestation pacifiste en réaction à un couvre-feu institué par le préfet de police Maurice Papon pour les Français musulmans d'Algérie. Plusieurs dizaines d'algériens sont morts lors des confrontations avec les forces de l'ordre et des milliers de manifestants ont été internés dans des centres de détention pendant quatre jours, subissant de nombreuses violences.

Saïd se souvient : « le 16 au soir, un responsable du FLN vient me voir et me dit ; « Demain soir, on manifeste au Quartier Latin ». Il insiste ; « C'est non violent, il ne faut rien avoir sur soi, même pas un petit canif ». Bien que réticent je suis allé par discipline au rendez-vous. J'ai pris part dans le cortège dans le groupe de tête, à une dizaine de mètres des premiers manifestants ? A la limite du Pont Saint-Michel, les flics casqués foncent sur nous, le carnage commence. Coups de matraque sur la tête et une fois par terre, coups de bottes toujours sur la tête.

Un déchaînement et une violence incomparables.

L'un d'eux fonce sur moi, je me sauve, je saute par-dessus le capot d'une voiture, lui, trop lourd et plus âgé ne peut me rattraper. Plus loin derrière, les petits chefs du FLN devant la fontaine Saint-Michel crient ; « Ne vous sauvez pas, frères ! »

Ils n'ont pas vu la boucherie des premiers rangs.

Je n'ai jamais respecté le couvre-feu. Par principe, mais aussi par mes obligations professionnelles et militantes : chauffeur de transport en commun, projectionniste pour les associations, initiateur fédéral du ski alpin pour la FSGT (Fédération sportive et gymnique du travail). J'ai été plusieurs fois arrêté, malgré l'attestation d'Henri Ravera, maire-adjoint de Bagneux, et relâché. Une fois, amené au commissariat du XIVe arrondissement de Paris, on me demande d'aller à la préfecture pour obtenir l'autorisation de circuler après 22h 30. « ce papier de ton maire n'est pas valable, il est de connivence avec vous ! me lance le commissaire. Ce maire de Bagneux, Albert Petit, député communiste avant la guerre, déporté dans le Sud algérien, a été traîné plusieurs fois devant les tribunaux en tant que directeur de la publication de L'Aube nouvelle et pour ses prises de position pour l'indépendance de l'Algérie. » [8]

À cette époque, Saïd a la possibilité de quitter l'Île-de-France pour créer une antenne du PCA dans l'Isère où vit un grand nombre de Français musulmans d'Algérie. Passionné par le ski alpin, l'idée de vivre dans les montagnes lui plaît.

Lorsque l'indépendance de l'Algérie est signée en juillet 1962, l'Etat français lui propose d'obtenir la nationalité, mais il perd dans ce cas son statut de titulaire pour devenir auxiliaire. Saïd décide de prendre la nationalité algérienne et de rentrer dans son pays d'origine. Grâce à l'expérience acquise en France, il devient également directeur technique de la Fédération algérienne de ski et sports de montagne. C'est la raison pour laquelle il donnera au Musée national de l'histoire de l'immigration son pull de directeur qui rejoindra la galerie des dons et les collections nationales de ce musée. Il dira lui-même : « *Indigène français débarqué en France en 1948 ; Algérien en 1962, j'ai emmené avec moi un peu de savoir, d'expérience professionnelle, de laïcité et de démocratie.* » [9]

À travers cette définition, une vision de la France qu'il emporte avec lui en Algérie.

Entre l'Algérie et la France, un double exil

Poursuivant ses activités politiques, Saïd devient inspecteur et promoteur des ventes d'Alger Républicain. A l'indépendance, ce journal est le premier en nombre de tirages. Il est alors interdit pour la troisième fois en 1965, suite au coup d'Etat de Houari Boumediene.

Militant syndicaliste et membre de PAGS (Parti pour une avant-garde socialiste), Saïd s'oppose au coup d'Etat, ce qui lui vaut une peine d'emprisonnement d'un an.

Saïd décidera de témoigner dans la presse, des années plus tard, des tortures subies : « *À partir de là, la chasse est ouverte contre le personnel d'Alger Républicain. Une partie de l'équipe arrêtée est soumise à la question (...).*

Personnellement j'étais en stage à l'étranger. En juin 1966, je rentre au pays et suis accueilli à l'aéroport par la police des frontières. Aussitôt embarqué à bord d'une voiture, les yeux bandés (...). Là les choses sérieuses commencent (...). » [10] Après avoir suivi de multiples sévices, mais ayant gardé secrètes ses informations, Saïd est relâché.

Quarante cinq jours plus tard, apprenant le décès de sa mère qui n'avait pas pu supporter d'apprendre son arrestation. A sa sortie de prison, il trouve un emploi dans une entreprise textile en Kabylie. Malgré les freins de sa direction, il en devient l'un des cadres administratifs et syndicaux. Saïd milite donc toujours, mais son avancement de carrière pâtit de cet engagement. Il dira de lui-même qu'il est un « *ouvrier qui a vécu ici et là-bas et qui a subi l'arbitraire ici et là-bas* ». [11]

En Algérie, grâce aux expériences acquises en France, il prend administrativement la tête d'une entreprise de 5 000 travailleurs pour lesquels il crée une coopérative ouvrière.

Devenu Algérien, Saïd comprend cependant que la démocratie, telle qu'il l'envisageait, ne pourra développer ses racines. Parce qu'il est opposant au régime en place, il se retrouve interdit d'exercer dans son département ; il est donc volontairement muté par sa direction à 100km de son domicile, afin de diminuer ses actions militantes. Bien que mis hors de cause, obtenant gain de cause au bout de quatre ans, il se retrouve ensuite « mis au placard ».

Saïd suit un parcours insolite, marqué par la détermination, qui se concrétise par son ascension dans les activités journalistiques et par ses responsabilités dans les partis politiques et syndicaux auxquels il adhère en France et qu'il essaie d'implanter en Algérie. Mais son intégration en Algérie, pourtant

pays d'origine, n'arrive pas à se faire. Finalement après plus de vingt ans de travail dans son pays natal, la question du « retour » en France se pose à Saïd.

L'indépendance de l'Algérie en 1962 avait eu pour conséquence d'intensifier le nombre de départs vers la France. Pourtant Saïd décida au contraire de retourner en Algérie.

Sur place, une forme de « constat d'échec » s'est installé et l'a poussé à quitter le pays pour lequel il s'était battu. Son histoire est donc particulière, car marquée d'un double exil.

En 1968, la liberté de circulation prévue par les accords d'Evian est cependant remise en cause et le gouvernement français décide en 1974 l'arrêt de toute immigration. Les mouvements migratoires se poursuivent pourtant en vertu du regroupement familial, mais aussi pour un nouveau motif : la menace « islamiste » qui apparaît en Algérie dans les années quatre-vingt-dix. Lorsque Saïd est lui-même menacé, ses demandes de papiers pour retourner en France restent lettre morte.

Pourtant, les témoignages affluent d'hommes politiques et syndicalistes, tel que Guy Que net, membre du secrétariat du comité régional CGT région Centre, en août 2000 : « *M. Abtout qui est retraité de notre Fonction publique territoriale française de la mairie de Bagneux (...), militant démocrate à l'UGTA (Union générale des travailleurs algériens), dont il était président de la section des retraités de Tizi Ouzou, est aujourd'hui sévèrement menacé de mort par le mouvement intégriste de son pays d'Algérie* ». [12]

Il ne rejoindra sa famille en France qu'en 2005 ; sa femme avait pu partir avant, ayant obtenu de fait la double nationalité accordée à son (grand-)père au moment de la colonisation en raison de sa profession de garde-champêtre.

Les enfants de Saïd ont leurs papiers français et le droit de vote. Au même âge, Saïd vivait en France avec le statut de Français musulman d'Algérie. Selon lui, la question de l'intégration ne se posait pas en ces termes, car un sentiment d'appartenance existait, renforcé par des luttes militantes communes.

Aujourd'hui, la nouvelle génération a immigré en France pour les mêmes raisons que Saïd lorsqu'il était berger, parce que l'Algérie n'offre pas assez de liberté et de travail.

Cependant, face à la consigne « Intégrez vous ! », le sentiment identitaire et la vision de la France semblent différents. Entre-temps, l'histoire partagée s'est constituée de ghettos construits dans les années soixante-dix, favorisant l'enfermement, et la reconnaissance pour l'ancienne génération qui s'est battue aux côtés des Français n'est arrivée que bien tard.

Saïd résume ainsi cette question d'identité : du point de vue administratif, ses enfants sont intégrés, mais le cœur n'y est pas. Comment voulez-vous ? Son frère qui a participé à la Libération de la France sera arrêté et torturé, parce qu'il aura été membre de l'ALN Armée de libération nationale). Il faut maintenant faire avec cette histoire qui se transmet...

« *On peut tourner la page, mais elle n'est pas pourtant déchirée* ». [13]

Homme de combat au parcours insolite d'un double exil, Saïd Abtout croit à la possibilité de changer les regards sur l'histoire de l'immigration, acceptant ici de témoigner de son parcours et de participer à la constitution des collections du Musée national de l'histoire de l'immigration grâce à son don d'objets.

***Par Renée du Mazaubrun,
muséologue et muséographe,
chargée des collections – responsable
de la galerie des dons, Musée
de l'immigration, CNHI, Paris***

(*) Hélène du Mazaubrun, muséologue et muséographe, chargée des collections – responsable de la galerie des dons, Musée de l’immigration, CNHI, Paris « *Le double exil de Saïd Abtout* », Revue Hommes et migrations. Article issu du n°1295, janvier-février 2012 : Algérie – France : une communauté de destin.

Mis à jour le : 31/07/2012, <http://www.hommes-et-migrations.fr/...>



hommes & migrations

Revue n° 1295

janvier-février 2012

Algérie – France.

Une communauté de destin

dossier coordonné par Mustapha Harzoune, journaliste

Depuis l’indépendance de l’Algérie, les migrations constituent l’un des éléments majeurs des relations franco-algériennes. Ce dossier analyse la situation de l’immigration algérienne en France et son évolution sur cinq décennies, mais aussi les enjeux de mémoires, les représentations des immigrés algériens et de leurs descendants dans la société française, et les émergences culturelles et artistiques liées à leur présence. Une “communauté de destin” se tisse progressivement, façonnant un espace culturel mixte de part et d’autre de la Méditerranée. En septembre, la revue publiera un deuxième dossier sur les conséquences de l’émigration sur la société algérienne. (...)

<http://www.hommes-et-migrations.fr/...>

[1] Chaque visiteur peut enrichir la collection du musée en faisant un don ou un dépôt, accompagné d’un témoignage, et voir ainsi son objet rejoindre la galerie des dons.

En exposant de véritables moments de vie, cette galerie fait entrer au musée des histoires personnelles, souvent transmises de génération en génération.

[2] Entretien avec Saïd Abtout au musée de 12 décembre 2011.

[3] Idem.

[4] Tandis que le Code civil introduit normalement une liaison entre nationalité et droits civils, lors de l’annexion de l’Algérie par la France en 1834, ce lien avait été interrompu, puisque les « indigènes musulmans » étaient devenus français, sans jouir pour autant des droits civils, ni des droits politiques. Si, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, le statut des « musulmans français d’Algérie » avait évolué, il restait encore un grand nombre de combats à mener, en particulier par l’ensemble de la classe ouvrière au sujet de droits sociaux. Cf. Patrick Weil, *Le Statut des musulmans en Algérie française. Une nationalité française dénaturée*, Florence, European university Institut, 2003.

[5] Marcel Cachin fut directeur de *L’Humanité* de 1918 à 1956 et éminent membre du PCF de 1923 à 1958.

[6] Gaston Monmousseau fut directeur de *Vie ouvrière* de 1922 à 1960 et membre de la direction du PCF.

[7] Concernant les différentes tensions entre les partis, l’ouvrage de Benjamin Stora *Histoire de la guerre d’Algérie (1954 – 1962)*, Paris, La Découverte, 1993.

[8] Entretien avec Saïd Abtout au musée le 12 décembre 2011.

[9] Idem.

[10] Témoignage envoyé à l’attention du rédacteur en chef du journal hebdomadaire *Algérie-Actualité*, le 21 octobre 1990.

[11] Entretien avec Saïd Abtout au musée le 12 décembre 2011.

[12] Lettre de Guy Quenet, Bourges, le 31 août 2000.

[13] Entretien avec Saïd Abtout au musée le 12 décembre 2011.